



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE

---

**Missions de maîtrise d'œuvre pour les études de  
reconstruction de la station d'épuration de Soulaire  
et bourg**

---

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

***Lundi 02 Mars 2026 à 12 :30***

<p><b>REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE SIGNATURE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE POUR L'ATTRIBUTAIRE UNIQUEMENT</b></p>
--

**Angers Loire Métropole**  
**Direction Eau et assainissement**  
BP 80011  
49020 ANGERS CEDEX 02

## SOMMAIRE

1. Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1. Objet.....	3
1.2. Mode de passation .....	3
1.3. Type et forme de contrat.....	3
1.4. Nomenclatures.....	3
2. Conditions de la consultation.....	4
2.1. Délai de validité des offres .....	4
2.2. Conditions de participation des candidats .....	4
2.3. Offres variantes, alternatives et prestations supplémentaires éventuelles.....	4
2.3.1. Offres variantes.....	4
2.3.2. Solutions alternatives .....	4
2.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles .....	4
2.4. Visite sur site .....	4
3. Conditions relatives au contrat .....	4
3.1. Durée du contrat et délai d'exécution.....	4
3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement .....	4
3.3. Confidentialité, respect des principes de neutralité et de laïcité .....	5
4. Contenu du dossier de consultation.....	5
5. Présentation des candidatures et des offres.....	6
5.1. Documents à remettre pour la candidature .....	6
5.2. Documents à remettre pour l'offre.....	7
6. Modalités de transmission des plis .....	8
6.1. Transmission électronique obligatoire.....	8
6.2. Transmission de la copie de sauvegarde.....	8
7. Examen des candidatures et des offres.....	9
7.1. Analyse des candidatures .....	9
7.2. Analyse des offres .....	9
7.3. Attribution .....	11
8. Renseignements complémentaires .....	12
9. Procédures de recours .....	12

# 1. Objet et étendue de la consultation

Sur le profil acheteur (<https://alm.marches-securises.fr>), il est fortement conseillé aux candidats de ne pas télécharger le dossier de consultation de manière anonyme mais de s'identifier et de renseigner une adresse électronique valide et régulièrement consultée, afin :

- d'être informés automatiquement de toutes modifications qui pourraient être apportées sur les pièces en cours de consultation et/ou d'éventuelles réponses aux questions pouvant être posées par les candidats ;
- d'échanger avec les candidats (demandes de complément, de précision, de régularisation, négociation, etc.)
- et de leur notifier les décisions (lettre d'information aux candidats non retenus, notification du marché auprès de l'attributaire), une fois la date limite de réception des offres dépassée.

L'acheteur ne pourra être tenu responsable de la non consultation de ces échanges et notifications, de la méconnaissance des modifications et/ou des réponses aux questions par les candidats qui ne se seront pas identifiés et des erreurs d'adresse électronique.

## 1.1. Objet

La présente consultation a pour objet la réalisation des missions de maîtrise d'œuvre comprenant les phases de conception et de consultation des entreprises pour le projet de :

**Reconstruction de la station d'épuration de Soulaire et Bourg (Soulaire) d'une capacité d'environ 800 EH.**

**La maîtrise d'œuvre en phase réalisation sera assurée en interne par la direction de l'eau et de l'assainissement.**

L'exécution des prestations est soumise au respect des conditions sanitaires et réglementaires édictées par les autorités compétentes.

La part indicative de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage est fixée à 800 000 euros H.T (valeur à la date de lancement de la consultation).

L'ouvrage qui sera à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages d'infrastructure neufs.

## 1.2. Mode de passation

La procédure de passation est la procédure adaptée en application de l'article R.2123-1-1° du code de la commande publique.

## 1.3. Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4. Nomenclatures

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71300000-1	Services d'ingénierie

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
71.01	Maîtrise d'œuvre (hors services de maîtrise d'œuvre pour les projets urbains) et ordonnancement, pilotage et coordination.

## 2. Conditions de la consultation

### 2.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres renseignée sur la page de garde du présent document .

### 2.2. Conditions de participation des candidats

Les candidats pourront se présenter seul. S'ils se présentent en groupement, l'acheteur souhaite imposer le groupement conjoint avec mandataire solidaire en raison de la responsabilité portée par le mandataire sans qu'il soit besoin de rechercher la faute d'un des cotraitants en cas de problème d'exécution.

Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

L'équipe pourra s'adjoindre toutes les compétences qu'elle jugera utile pour l'exécution de sa mission.

### 2.3. Offres variantes, alternatives et prestations supplémentaires éventuelles

#### 2.3.1. Offres variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter de variante.

#### 2.3.2. Solutions alternatives

Sans objet

#### 2.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet

### 2.4. Visite sur site

La visite sur site est libre.

## 3. Conditions relatives au contrat

### 3.1. Durée du contrat et délai d'exécution

La durée et le délai d'exécution des prestations sont fixés à l'acte d'engagement

### 3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations du présent marché seront financées par autofinancement d'Angers Loire Métropole complété, le cas échéant, par des ressources externes (emprunt, subventions, fonds européens non confirmé à ce jour, etc.) conformément aux lois et réglementations en vigueur.

A titre indicatif, une demande de subvention est prévue auprès de l'agence de l'eau avant le lancement du/des marché(s) de travaux.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées par virement administratif dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'acte d'engagement, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **3.3. Confidentialité, respect des principes de neutralité et de laïcité**

Les candidats doivent respecter la confidentialité, les principes de laïcité et de neutralité conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et les mesures de sécurité requise pour l'exécution des prestations.

## **4. Les intervenants**

### **4.1. Conduite d'opération**

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même (service études et travaux de la direction de l'eau et de l'assainissement).

### **4.2. Contrôle technique**

Le contrôle technique et ses missions seront définis ultérieurement. La consultation sera effectuée par le maître d'ouvrage.

### **4.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé de niveau II pour cette opération sera assurée par la société SOCIETE NATIONALE ETUDES COORDINATION (SNEC) situé 5 RUE JULES VERNE 44405 REZE CEDEX

## **5. Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) valant CCAP et ses annexes
- Le règlement de la consultation
- Le programme/CCTP
- La DPGF
- La répartition des temps passés
- Délégation de signature en cas de groupement

Le dossier de consultation est disponible gratuitement par l'intermédiaire du profil acheteur : <https://alm.marches-securises.fr>

Le dossier de consultation peut également être remis au format papier au candidat qui en fait la demande préalablement par écrit. Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 6 jours** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

## 6. Présentation des candidatures et des offres

Chaque candidat aura à remettre de manière dématérialisée un pli contenant **deux dossiers distincts** comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre.

Les pièces des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les pièces des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une **traduction en français**, cette traduction doit concerner **l'ensemble des documents remis**.

### 6.1. Documents à remettre pour la candidature

Les candidats doivent fournir l'ensemble des pièces de la candidature listées ci-dessous.

Ils peuvent les transmettre :

- **de manière classique (format libre ou DC1 et DC2)** disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- **ou en déposant le DUME** (formulaire européen) que le candidat remplit en allant sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>
- **ou par l'intermédiaire du formulaire DUME-S** pré-rempli sur la base de leur numéro SIRET que le candidat remplit en allant sur le dossier de consultation disponible sur le profil acheteur<sup>1</sup>.

Les candidats doivent cependant joindre en complément les documents qui ne sont pas dans le formulaire dit « DUME-S » (voir tableau ci-dessous « Transmission DUME-S »).

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Transmission classique	Transmission DUME-S
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ou DC1 ou lettre de candidature	Formulaire DUME-S
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.	
En cas de groupement, une délégation de signature (pouvoir) désignant le mandataire et précisant l'étendue de sa délégation (offre, modification ultérieure du marché)	

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Transmission classique	Transmission DUME-S
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ou DC2.	Formulaire DUME-S (CA moyen réalisé ou estimé des 3 dernières années)

<sup>1</sup> Nota : Ce formulaire pré-rempli permet de également de bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise (raison sociale, forme juridique, dirigeant principal, numéro tva intracommunautaire, adresse), d'attester du respect des obligations sociales et fiscales (une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DRFIP, ACOSS, Infogreffe...) lancée en mode sécurisé par le profil acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises, que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment), d'attester de la souscription des assurances appropriées et du pouvoir d'engager la société.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Transmission classique	Transmission DUME-S
Liste des travaux similaires ou en lien direct avec les missions, les plus importantes réalisées au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	
Déclaration indiquant les effectifs moyens des 3 dernières années du candidat	Formulaire DUME-S

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**6.2. Documents à remettre pour l'offre**

Libellés
L'acte d'engagement (AE)
La DPGF
La répartition des temps passés
La note méthodologique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat présentant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Prise en compte des contraintes du projet</li> <li>• L' Etude Loi sur l'Eau et diagnostic zone humide méthodologie globale d'interventions (réalisations des documents, communication avec le maître d'ouvrage, organisation de réunions, etc...)</li> <li>• moyens humains affectés au marché (qualification et CV des intervenants)</li> <li>• Les temps passé par chacun des intervenants, pour chaque élément de missions</li> <li>• Le calendrier détaillé des prestations (optimisé, détaillé et réaliste des différentes phases ainsi que la décomposition détaillée et chiffrée de chacune d'elles.</li> </ul>
Le document devra être adapté au présent projet ne saurait dépasser les 20 pages (1 recto verso = 2 pages)

**La signature des documents n'est pas exigée au stade de la remise des offres. Il sera demandé, en fin de procédure, à l'attributaire de signer électroniquement ou de façon manuscrite l'acte d'engagement.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Liste des compétences attendues par les candidats :

Transmission classique	Transmission DUME-S
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Génie civil,</li> <li>• Géotechnique,</li> <li>• Process de traitement de l'eau,</li> <li>• Électricité et automatisme,</li> <li>• Hydraulique,</li> <li>• Techniques de terrassement,</li> <li>• Sur le plan juridique pour l'assistance du maître d'ouvrage pour la gestion de litiges ou contentieux.</li> </ul>	

## 7. Modalités de transmission des plis

### 7.1. Transmission électronique obligatoire

L'acheteur **impose la transmission des plis par voie électronique** pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée (hors copie de sauvegarde et échantillons).

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil acheteur, à l'adresse URL suivante : <https://alm.marches-securises.fr>.

Pour toutes difficultés d'ordre informatique, le n° de téléphone de la hotline du profil acheteur est le **04.92.90.93.27**

Les plis contenant les pièces de la candidature et de l'offre devront être transmis avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document. Le pli sera considéré « hors délai » **si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, **celle-ci annule et remplace l'offre précédente.**

Pour le dépôt des pièces, les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants, étant précisé qu'ils devront impérativement être transmis dans des formats largement disponibles et que l'acheteur dispose d'un environnement Windows :

- **au format Word ou équivalent pour l'acte d'engagement afin que l'acheteur puisse**, en cas d'attribution du marché, le compléter (n° de marché, ...) et le retourner à l'attributaire pour être signé électroniquement ;
- **au format Excel ou équivalent pour les pièces financières**
- aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des autres documents, sous réserve des mentions précitées.

Notre profil acheteur n'impose pas de limite dans la taille des fichiers, cependant, il est conseillé d'éviter de multiplier les sous-dossiers et de limiter la longueur des noms des fichiers.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

### 7.2. Transmission de la copie de sauvegarde

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous pli scellé avec les mentions suivantes :



Offre de : mention permettant l'identification du candidat (nom(s) de l'entreprise seule ou des membres du groupement)

Offre pour :

**Missions de maîtrise d'œuvre pour les études de reconstruction de la station d'épuration de Soulaire et bourg**  
**COPIE DE SAUVEGARDE**

Ce pli doit contenir une copie des pièces de la candidature et des pièces de l'offre remises avec l'offre électronique. Il devra être remis contre récépissé ou envoyé par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

<u><b>pour les dépôts contre récépissé ou par transporteur :</b></u>	<u><b>pour les envois par poste :</b></u>
Angers Loire Métropole Direction Eau et Assainissement 139 rue Chèvre à Angers 3ème étage - service marchés publics horaires : 8h30-12h30 / 13h30-16h30	Angers Loire Métropole Direction Eau et Assainissement Service Marchés publics BP 80011 49020 Angers Cedex 02

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

## **8. Examen des candidatures et des offres**

### **8.1. Analyse des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours calendaires.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **8.2. Analyse des offres**

L'examen et jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 et suivants et R.2152-1 et suivants du code de la commande publique, et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière (dans les conditions définies à l'article 7.3 du présent règlement de la consultation et à condition qu'elle ne soit pas anormalement

basse) ou inacceptable pourra être régularisée. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	55.0 %
2-Valeur technique	45.0 %
2.1 Méthodologie globale d'interventions (réalisations des documents, communication avec le maître d'ouvrage, organisation de réunions, etc...)	11,25 %
2.2 Moyens humains affectés au marché (pertinence des qualifications et CV des intervenants)	11,25 %
2.3 Temps passé par chacun des intervenants, pour chaque élément de missions	11,25 %
2.4 calendrier détaillé des prestations (optimisé, détaillé et réaliste des différentes phases ainsi que la décomposition détaillée et chiffrée de chacune d'elles	11,25 %

**Le critère « valeur technique »** sera jugé au regard des éléments fournis dans la note méthodologique du candidat, elle sera notée selon la répartition suivante (note sur 100 points ramenés à une note sur 45) :

- 25 points : méthodologie globale d'interventions (réalisations des documents, communication avec le maître d'ouvrage, organisation de réunions, etc...)
- 25 points : moyens humains affectés au marché (qualification et CV des intervenants)
- 25 points : temps passé par chacun des intervenants, pour chaque élément de missions
- 25 points : calendrier détaillé des prestations (optimisé, détaillé et réaliste des différentes phases ainsi que la décomposition détaillée et chiffrée de chacune d'elles

**Méthode d'analyse du critère prix :** Le prix sera analysé au regard du forfait de rémunération. Les offres sont notées sur dix puis multipliées par le coefficient de pondération. La meilleure offre détermine la note maximale (note 10) et sert de référence pour la notation des autres offres. La formule appliquée pour chacun des prix est la suivante :

Note de l'offre = note maximale X valeur meilleure offre / valeur offre

#### **Régularisation/négociation :**

**Dans un premier temps :** L'acheteur analysera les offres et les classera au vu des dossiers remis par rapport aux critères susmentionnés. Afin de procéder au classement des offres, l'acheteur pourra demander, par mail ou via la plateforme <https://www.marches-securises.fr>, les pièces et informations qui manquent par rapport aux exigences du règlement de consultation, sauf dans les cas suivants :

- Absence totale de DPGF
- Plus de 50 % des lignes de la DPGF non renseignées
- Absence totale de note méthodologique ou aucun élément technique remis dans l'offre
- Remise d'une candidature et d'une offre papier (autre que la copie de sauvegarde).

A l'issue du délai accordé pour la remise des éléments demandés, les offres demeurent irrégulières seront écartées et non classées. L'acheteur se réserve le droit de négocier mais pourra également attribuer le marché sur les offres initiales sans négociation.

**Dans un second temps, en cas de négociation :** La négociation pourra être envoyée via la plateforme <https://www.marches-securises.fr>, à tous les candidats dont les offres n'ont pas été éliminées.

Les négociations pourront porter sur tous les aspects du marché. Si des incertitudes demeurent, la négociation pourra être poursuivie par tout moyen afin de permettre le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse. L'acheteur ne pourra être tenu pour responsable de

l'invalidité ou de la non consultation de l'adresse mail indiquée par le candidat sur la plateforme <https://www.marches-securises.fr>.

### 8.3. Attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire, sur demande de l'acheteur, transmette ou mette à jour les certificats et attestations des articles R.2143-6 à -10 du code de la commande publique, à savoir :

- numéro d'identification unique délivré par l'INSEE
- attestation de régularité fiscale
- attestation URSSAF répondant aux obligations de l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale, dite « attestation de vigilance » ;
- liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le cas échéant ;
- liste des salariés détachés temporairement – cf. copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du ministère chargé du travail et formulaire A1, le cas échéant ;
- attestation d'assurance responsabilité civile

Ces documents sont à transmettre par l'intermédiaire du site <https://fournisseurs.e-attestations.com>. Ce site est gratuit.

En application du principe « dites-le nous une fois » prévue à l'article R.2143-14 du code de la commande publique, l'attributaire n'aura pas à transmettre ces documents s'il les a déjà transmis dans le cadre d'un précédent marché avec la ville d'Angers ou Angers Loire Métropole via le site e-attestations. Cependant, il pourra lui être demandé de les mettre à jour, le cas échéant.

Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

En parallèle, l'attributaire devra transmettre dans les mêmes délais :

- L'acte d'engagement signé électroniquement (certificat de signature électronique) ou papier en version originale
- Le pouvoir de signature de la personne ayant signé l'acte d'engagement (document comportant une signature électronique ou scannée).

L'acte d'engagement pourra être transformé en version papier, pour donner lieu à la signature de façon manuscrite du marché par les parties.

En cas de groupement, le mandataire devra fournir, s'il ne l'a pas déjà fait, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Les cotraitants pourront signer et transmettre électroniquement leur délégation de pouvoirs au mandataire, soit scanner le document signé de façon manuscrite et le transmettre électroniquement.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée devra faire l'objet d'une signature électronique individuelle et **conforme au format PAdES de préférence pour permettre la cosignature électronique sur le même document par l'acheteur, ou XAdES, CAdES**. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique, le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique avancé est le certificat qualifié de niveau 3 ou 4 du règlement européen eIDAS du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques.

La liste de confiance des prestataires pouvant vous remettre le certificat conforme eIDAS est sur le site internet de l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne.

Si le candidat est déjà détenteur d'un certificat électronique de niveau (\*\*) du RGS acheté avant le 1<sup>er</sup> octobre 2018, ce certificat pourra être accepté et utilisé jusqu'à expiration de sa durée de validité.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du règlement européen eIDAS (annexe 1). Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Il est fortement souhaité que le(s) cotraitant(s), ainsi que le(s) sous-traitant(s) disposent d'un certificat de signature électronique.

La notification du marché se fera, en priorité, via le profil acheteur : <https://alm.marches-securises.fr>. Dans ce cas, par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, la date de notification du marché est la date de la première consultation certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation dans un délai de 15 jours, la date de notification est la date du 15<sup>e</sup> jour suivant la mise à disposition sur le profil acheteur.

Après attribution, en cours d'exécution du marché, le titulaire ne pourra pas refuser les échanges dématérialisés par l'intermédiaire du profil acheteur (par exemple pour recevoir des notifications d'ordre de service, avenants, etc.).

## 9. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://alm.marches-securises.fr> ;

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, selon la nature de la question et de la réponse, à l'entreprise demandeur ou à l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier de consultation après identification, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, par l'intermédiaire du profil acheteur.

## 10. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

### **Tribunal administratif de Nantes**

6, allée de l'île Gloriette

BP 24111

44041 Nantes cedex

Adresse mail : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

Adresse internet (U.R.L) : <http://nantes.tribunal-administratif.fr/>

Les candidats devront s'adresser à lui pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, Il est également l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative.

- recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

La publication de l'avis d'attribution pour les marchés à procédure adaptée est effectuée sur le profil acheteur à l'adresse suivante : <https://alm.marches-securises.fr>